

Conseil sectoriel des ressources humaines des services de garde à l'enfance

2004-2005 Rapport annuel



www.ccsc-cssge.ca

Pour se procurer d'autres exemplaires de ce rapport et de la documentation afférente, veuillez communiquer avec :

info@ccsc-cssge.ca

1-866-411-6960

Conseil sectoriel des ressources humaines des services de garde à l'enfance
151, rue Slater, suite 714

Ottawa (Ontario) K1P 5H3

Site Web : www.ccsc-cssge.ca

Ce projet est financé par le Gouvernement du Canada
par l'entremise du Programme des conseils sectoriels.

The logo for the Government of Canada, featuring the word "Canada" in a serif font with a stylized maple leaf above the letter 'a'.

Les opinions et les interprétations figurant dans la présente publication sont celles de l'auteur et ne représentent pas nécessairement celles du gouvernement du Canada.

Message de la présidente et de la directrice générale

Nous sommes heureuses de présenter le premier rapport annuel du Conseil sectoriel des ressources humaines des services de garde à l'enfance. Le Conseil sectoriel existe depuis 18 mois, mais le parcours dont nous pouvons rendre ici compte avec fierté s'est amorcé il y a près de 10 ans avec la réalisation de l'étude sectorielle *Le secteur de la garde à l'enfance : de la reconnaissance à la rémunération de sa main-d'œuvre (1995-1998)*. C'est la Table ronde en matière de ressources humaines du secteur des services de garde à l'enfance qui a donné naissance, après quelques années d'existence, au conseil sectoriel à part entière qui, aujourd'hui, met de l'avant la contribution substantielle du secteur des services de garde à l'enfance dans l'économie canadienne et la valeur des 300 000 personnes qui y travaillent avec dévouement.

Nous avons accompli beaucoup de choses. Au terme de cette dernière année, nous avons notamment lancé une impressionnante étude, fort bien documentée, sur la main-d'œuvre dans le secteur des services de garde à l'enfance, *Un travail à valoriser*. Cette étude exhaustive a constitué l'assise de la stratégie du marché du travail du Conseil sectoriel, une stratégie qui s'échelonne sur 3 à 5 ans et qui vise à mettre en œuvre les recommandations de l'étude. Deux projets sont actuellement en cours : *Soutien à l'administration et à la gestion* et *Communications et site Web*.

Notre conseil d'administration, composé de 18 membres, continue de travailler activement, en collaboration avec nos partenaires nationaux et provinciaux des services de garde à l'enfance et des syndicats, ainsi qu'avec d'autres partenaires des secteurs de la formation, de la recherche et de la politique sociale. Deux nouvelles personnes se sont jointes à notre équipe cette année, Samantha Peek, notre agente de projet et des communications, et Kathryn Ohashi, notre agente de projet et des finances. Nous nous sommes ensemble attaquées aux importants enjeux relatifs à la main-d'œuvre des services de garde à l'enfance

2004-2005

R A P P O R T A N N U E L

et avons veillé à défendre ses intérêts dans toutes nos activités, que ce soit dans nos études, nos activités de rayonnement dans la collectivité et lors de consultations gouvernementales.

Nous venons de vivre une année remarquable pour les services de garde à l'enfance au Canada. Elle a commencé avec l'engagement du gouvernement fédéral à développer un réseau d'apprentissage et de garde des jeunes enfants de qualité et s'est achevée dans l'expectative de la signature d'ententes bilatérales. Grâce à cet investissement, nous sommes plus que jamais en mesure maintenant de relever les grands défis que constituent le recrutement et la rétention de la main-d'œuvre au sein du secteur. À cet égard, nous entendons axer nos travaux au cours de la prochaine année sur l'élaboration d'une stratégie globale de formation et un projet de sensibilisation à la carrière. Une main-d'œuvre solide, qualifiée et bien rémunérée est indispensable pour la prestation de services de garde à l'enfance de grande qualité aux enfants et à leur famille.

Joanne Morris

Joanne Morris
Présidente

Diana J. Carter

Diana Carter
Directrice générale



À propos du Conseil sectoriel

Le Conseil sectoriel des ressources humaines des services de garde à l'enfance (CSRHSGE) est un organisme pancanadien sans but lucratif qui vise à faire progresser les enjeux pressants touchant les ressources humaines dans le secteur des services de garde à l'enfance.

Le Conseil sectoriel est doté d'un conseil d'administration composé de 18 membres bénévoles qui réunit des représentants des organismes nationaux du secteur des services de garde à l'enfance et des syndicats, des organismes de formation et établissements d'enseignement, des gouvernements, des fournisseurs de services de garde, des employeurs et d'autres intervenants de l'ensemble du pays. Dans le cadre de nos projets, nous créons des outils et des initiatives qui visent à répondre aux besoins de la main-d'œuvre du secteur et à atteindre les objectifs de l'organisation.

Nos partenaires

Fédération canadienne des services de garde à l'enfance ; Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance ; Syndicat canadien de la fonction publique ; Confédération des syndicats nationaux ; Syndicat national des



employés et employées généraux du secteur public

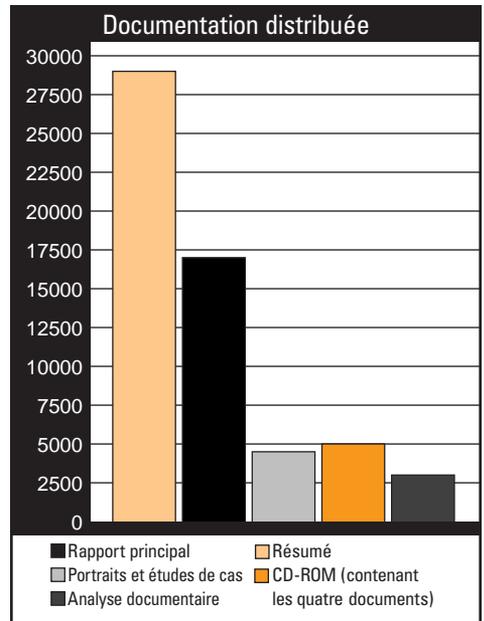
Nos buts

- Promouvoir l'amélioration des salaires, des avantages sociaux et des conditions de travail des intervenantes en services de garde
- Promouvoir un plus grand respect et une reconnaissance accrue à l'endroit de la main-d'œuvre du secteur
- Renforcer les capacités du secteur à remédier aux problèmes de sa main-d'œuvre
- Sensibiliser davantage le public à l'importance du rôle des intervenantes du secteur
- Soutenir le développement d'une main-d'œuvre formée et compétente
- Soutenir la main-d'œuvre du secteur pour qu'elle puisse répondre à l'évolution des besoins des familles en matière de services de garde

Nos projets en 2004

Mise à jour des données du marché du travail

En novembre 2004, le Conseil sectoriel a publié un rapport intitulé *Un travail à valoriser : la main-d'œuvre du secteur de la garde à l'enfance au Canada* qui trace le portrait de la main-d'œuvre du secteur des services de garde à l'enfance, de



l'environnement au sein duquel elle travaille et des défis qu'elle doit relever.

Cette étude est une mise à jour de l'étude publiée en 1998, *Le secteur de la garde à l'enfance : de la reconnaissance à la rémunération de sa main-d'œuvre*, la première étude sur la main-d'œuvre du secteur des services de garde à l'enfance à jamais être réalisée. Ces deux études examinent les services de garde à l'enfance selon la perspective de l'intervenante et formulent des recommandations essentielles sur les salaires et les conditions de travail, la formation et les programmes d'enseignement, la politique publique et la recherche.

Publiée à un moment où les services de garde faisaient partie des grandes priorités du gouvernement, le rapport a fait l'objet d'une importante couverture médiatique d'un bout à l'autre du pays, et a reçu l'attention et l'appui de la très grande majorité des parties concernées, des gouvernements et des intervenantes des services de garde.

Stratégie du marché du travail

La stratégie du marché du travail qu'a mise sur pied le Conseil sectoriel fait suite aux recommandations formulées dans l'étude *Un travail à valoriser*. Conçue pour orienter les travaux du Conseil sectoriel, cette stratégie procure une feuille de route claire pour assurer le développement d'une main-

d'œuvre de qualité dans le secteur des services de garde à l'enfance. Elle s'articule autour de quatre champs d'intervention cruciaux :

- Le développement du secteur pour améliorer le recrutement, la rétention, les salaires, les avantages sociaux et les conditions de travail
- La recherche pour accroître nos connaissances sur les tendances du marché du travail, les enjeux en matière de ressources humaines et le rôle de la main-d'œuvre
- Les stratégies de communication pour sensibiliser davantage le public à l'importance de la main-d'œuvre du secteur
- Les activités de rayonnement et la création de partenariats dans le but de



susciter le dialogue et de créer un consensus au sein des décideurs gouvernementaux, des analystes de politiques, des chercheurs, du milieu de l'éducation et du secteur des services de garde à l'enfance

Soutien à l'administration et à la gestion (SAG) des services de garde

Le projet SAG vise à ce que les coordonnatrices et directrices des services de garde et les membres de leur conseil d'administration puissent acquérir les connaissances et aient accès aux ressources requises pour bien s'acquitter de leurs fonctions. Le projet compte trois phases; la première s'est amorcée à l'automne 2004.

- Phase 1 : Analyse des postes de direction et de gestion
- Phase 2 : Détermination des lacunes des programmes de formation et d'enseignement
- Phase 3 : Conception d'outils pour combler ces lacunes

Le projet prend appui sur le document *Normes professionnelles applicables aux intervenantes œuvrant dans les milieux de garde d'enfants* de la Fédération canadienne des services de garde à l'enfance. La phase 1 mènera à l'élaboration et à la validation de normes professionnelles pour les directrices et gestionnaires des services de garde d'ici le printemps 2006.



Communications et site Web

Le projet concernant les communications et le site Web constitue une étape importante dans la conception, au sein du Conseil sectoriel, d'activités de communication et de sensibilisation répondant toutes parfaitement aux besoins de ses principaux publics, dont les organisations du secteur des services de garde à l'enfance, les chercheurs, les gouvernements, les organismes de formation et les établissements d'enseignement. Le projet comporte l'élaboration d'une stratégie de communication, une image de marque, ainsi que le remodelage et le développement de notre site Web d'ici l'hiver 2006.

Projets approuvés pour 2005

Le Conseil sectoriel a réuni les fonds suffisants pour lancer quatre nouveaux projets en 2005, à savoir :

- **une stratégie de formation** conçue pour accroître les compétences de la main-d'œuvre des services de garde à l'enfance;
- **une stratégie de sensibilisation à la carrière** conçue pour accroître la valorisation d'une carrière dans le secteur des services de garde;
- un projet axé sur l'établissement de **liens avec les services de garde des Premières nations, des Inuits et des Métis**;
- **un programme d'étude sur le marché du travail** qui permettra la création d'un groupe d'experts pour évaluer



et améliorer l'information sur le marché du travail disponible sur le secteur des services de garde à l'enfance.

Créer des liens

Cette année, le Conseil sectoriel a joué un rôle actif au sein des groupes suivants :

- Association des collègues communautaires du Canada : Groupe d'affinité sur l'éducation à la petite enfance
- Alliance des conseils sectoriels (ACS)

Le Conseil sectoriel a présenté de l'information à jour sur le marché du travail aux groupes et à l'occasion des conférences ci-après.

- Early Childhood Educators of BC, Vancouver, C.-B. (mai 2004)
- Des services de garde pour tous! Winnipeg, Manitoba (novembre 2004)
- Ressources humaines et Développement des compétences Canada (novembre 2004/avril 2005)
- Députés (novembre 2004)
- Directeurs provinciaux et territoriaux de l'apprentissage et la garde des jeunes enfants (novembre 2004)
- Développement social Canada (novembre 2004)

- Groupe de travail sur l'apprentissage et la garde des jeunes enfants de Développement social Canada (novembre 2004)
- Consultation nationale touchant le développement de carrière - CONAT, Ottawa, Ontario (janvier 2005)
- Yukon Child Care Association Conférence, Whitehorse, Yukon (janvier 2005)
- Winter Recharge, Association of Early Childhood Educators of Halton, Ontario (février 2005)
- Child Care: the Heart of the Matter Conférence, Surrey, C.-B. (février 2005)

Membres du conseil d'administration

Comité exécutif

Joanne Morris

Présidente du Conseil sectoriel
Directrice sans portefeuille
Professeure, Early Childhood Education, College of the North Atlantic
Terre-Neuve-et-Labrador

Gyda Chud

Vice-présidente du Conseil sectoriel
Directrice sans portefeuille
Directrice – Continuing Studies, Vancouver Community College
Colombie-Britannique

Raymonde Leblanc

Secrétaire-trésorière du Conseil sectoriel (représentante de la Confédération des syndicats nationaux)
Conseillère syndicale, Confédération des syndicats nationaux
Québec

Maryann Bird

(mai – septembre)
Représentante de l'Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance
Directrice générale, Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance
Colombie-Britannique

Christine McLean

(septembre – avril)
Représentante de l'Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance
Ex-présidente, Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance
Terre-Neuve-et-Labrador

Sandra Griffin

(mai – septembre)
Représentante de la Fédération canadienne des services de garde à l'enfance
Directrice générale, Fédération canadienne des services de garde à l'enfance
Ontario

Barbara Coyle

(septembre – avril)
Représentante de la Fédération canadienne des services de garde à l'enfance
Directrice générale, Fédération canadienne des services de garde à l'enfance
Ontario

Jamie Kass

Représentante du Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP)
Coordinatrice des services de garde à l'enfance, SCFP
Ontario

Membres

Karen Chandler

Représentante de la Fédération canadienne des services de garde à l'enfance
Professeure, George Brown College
Ontario

Sheila Davidson

Représentante de l'Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance
Porte-parole des enfants et des jeunes, Ville de Vancouver
Colombie-Britannique

Mary Goss-Prowse

Représentante de la Fédération canadienne des services de garde à l'enfance
Registraire de l'accréditation, Association of Early Childhood Educators, Terre-Neuve-et-Labrador
Terre-Neuve

Marta Juorio

Représentante de l'Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance
Directrice des services de garde à l'enfance, YWCA Child Development Centre
Saskatchewan

Marcia Lopez

Représentante du Syndicat canadien de la fonction publique
Coordonnatrice des services de garde en milieu familial, Toronto Home Child Care Office
Family Day Care Services
Ontario

Dixie Mitchell

Directrice sans portefeuille
Consultante en services de garde à l'enfance
Nouveau-Brunswick

Noreen Murphy

Directrice sans portefeuille
Directrice générale, Churchill Park Family Care Society
Alberta

Gay Pagan

Représentante du Syndicat national des employés et employées généraux du secteur public
Organisatrice de la main-d'œuvre des services de garde, Gouvernement du Manitoba et Syndicat national des employés et employées généraux du secteur public
Manitoba

Jasbir Randhawa

Directrice sans portefeuille
Coprésidente, Yukon Child Care Association
Yukon

Kathy Reid

Directrice provinciale/territoriale
Directrice sans portefeuille
Directrice, Programme de garde d'enfants, Ministère des services à la famille et du logement du Manitoba
Manitoba

Josée Roy

Représentante de la Confédération
des syndicats nationaux
Adjointe à l'exécutif, Confédération
des syndicats nationaux
Québec

Trista Thompson

Représentante du Syndicat national
des employés et employées généraux
du secteur public
B.C. Government and Service
Employees' Union
Colombie-Britannique

Historique

Le Conseil sectoriel des ressources humaines des services de garde à l'enfance (CSRHSGE) a été créé en 2003, mais son origine remonte à février 1996. C'est à ce moment-là que le gouvernement fédéral a autorisé le financement d'une étude sectorielle dans le but d'examiner les enjeux relatifs aux ressources humaines dans le secteur des services de garde à l'enfance. En mai 1998 était lancé le rapport final de l'étude, *Le secteur de la garde à l'enfance : de la reconnaissance à la rémunération de sa main-d'œuvre*.

Un comité de transition a par la suite été formé pour guider le secteur dans ses démarches vers la phase suivante, créer la Table ronde en matière de ressources humaines du secteur des services de garde à l'enfance. La Table ronde a vu le jour en avril 2000, lors d'un symposium à Ottawa. Elle avait pour mandat de trouver des façons de mettre de l'avant les recommandations de l'étude sectorielle. Le Conseil sectoriel des ressources humaines des services de garde à l'enfance est né dans la foulée de la Table ronde et a été créé en novembre 2003, au moment où le gouvernement fédéral modifiait ses exigences régissant le financement. Le secteur des services de garde à l'enfance a accueilli avec grand plaisir la constitution du Conseil sectoriel, et partant, un financement stable pour une organisation vouée aux enjeux propres aux ressources humaines.

Remerciements

Très respectées dans le milieu des services de garde à l'enfance, les personnes suivantes ont apporté une énorme contribution dans l'établissement de la structure organisationnelle du Conseil sectoriel, mais également dans l'élargissement et l'approfondissement de notre compréhension des ressources humaines dans notre secteur.

Leur expérience, leurs connaissances et leurs analyses nous ont aidées à établir des liens entre le recrutement, la rétention, le respect, la rémunération et la reconnaissance et leur caractère fondamental dans la prestation de services de garde de qualité aux jeunes enfants et à leur famille au Canada.

Jane Beach
Jane Bertrand
Maryann Bird
Ron Blatz
Josée Belleau
Louise Bourgon

Rachel Cox
Bozica Costigliola
Gillian Doherty
Lee Dunster
Barry Forer
Sandra Griffin

Debra Mayer
Cindy MagLoughlin
Donna Michal
Carol Oberg
Jocelyne Tougas



RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

Aux administrateurs du
Conseil sectoriel des ressources humaines des services de garde à l'enfance

Nous avons vérifié le bilan du Conseil sectoriel des ressources humaines des services de garde à l'enfance au 31 mars 2005 et l'état des résultats de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Conseil. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle, par sondages, des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière du Conseil au 31 mars 2005 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada.

Ottawa, Ontario
Le 3 mai 2005

OUSELEY HANVEY CLIPSHAM DEEP LLP
Comptables agréés

2004-2005

R A P P O R T A N N U E L

BILAN

AU 31 MARS 2005

	2005
ACTIF	
Encaisse	6 935 \$
Montants à recevoir	144 435
	151 370 \$
PASSIF	
Créditeurs et charges à payer	151 370
	151 370
ACTIF NET	
Non affecté	-
	-
	151 370 \$

ÉTAT DES RÉSULTATS

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2005

2005

REVENUS

Contributions – Gouvernement du Canada	490 351 \$
Intérêts	26
Autres	3 000

493 377 \$

DÉPENSES

Salaires et avantages sociaux	144 833
Employés contractuels et honoraires professionnels	127 251
Promotion, production et diffusion	19 681
Frais généraux	126 686
Déplacements	74 926

493 377

EXCÉDENT DES REVENUS SUR LES DÉPENSES POUR L'EXERCICE

- \$

DÉPENDANCE ÉCONOMIQUE

Le Conseil a reçu pratiquement 99 % de ses revenus de l'exercice de Ressources humaines et Développement des compétences Canada. Ces revenus sont constatés à titre de dépenses dans les domaines suivants :

Infrastructure	405 081 \$
Cadre de communications et développement du site Web	28 449
Soutien à l'administration et à la gestion	57 517
Dépenses de base	2 330

493 377 \$

